

Les fausses habiletés de Sarkozy

Michel Husson, *Regards*, septembre 2007

Le « paquet fiscal » de Sarkozy, son cadeau de bienvenue, pose deux questions : quelle gestion de la lutte des classes, et quelles relations avec les autres bourgeoisies européennes ? Cette terminologie que d'aucuns jugeront archaïques est pourtant appropriée. La loi TEPA (travail, emploi et pouvoir d'achat) marque en effet une offensive de classe sans complexe qui organise un transfert de grande ampleur en faveur des couches sociales les plus favorisées. Certes, cette loi semble marier la carpe et le lapin : bouclier fiscal et baisse des droits de succession pour les plus riches, crédit d'impôt sur les emprunts pour les « classes moyennes » et défiscalisation des heures supplémentaires pour une fraction (d'ampleur d'ailleurs indéterminée) du salariat.

A court terme, cela peut faire une majorité. Mais ce court terme ne durera que jusqu'au prochain budget, puisqu'il faudra bien financer une partie au moins de ces largesses. Or, tous les moyens envisageables pour le faire vont frapper une autre majorité. Avec la TVA sociale, les consommateurs vont voir les prix augmenter, car il y a peu de chances que le gouvernement réussisse à convaincre les entreprises de ne pas profiter de l'aubaine en la répercutant dans leurs prix. Les fonctionnaires vont se trouver coincés entre le marteau des réductions d'effectifs et l'enclume des heures supplémentaires impossibles à payer. Les bénéficiaires d'heures supplémentaires vont peu à peu découvrir que la contrepartie est une moindre progression du salaire de base, et les salariés qui n'auront pas eu la possibilité de profiter de la manne seront légèrement aigris. Et tout le monde ou presque pâtira d'une nouvelle dégradation des services publics et de la Sécurité sociale.

A moyen terme, le programme de Sarkozy, une fois lancé, est une machine infernale, dont toutes les pièces s'imbriquent les unes dans les autres : nouvelle « réforme » des retraites, nouvelle « maîtrise » des dépenses de santé, nouvelle réduction des moyens des services publics, nouveau contrat de travail. On voit bien alors que la base sociale du sarkozysme est destinée à se rétrécir comme peau de chagrin. Si la majorité de la population réalise qu'elle paie les cadeaux aux riches, les oeillères risquent de tomber assez vite.

Tel est le dilemme de Sarkozy. S'il cherche à faire passer l'intégralité de son programme, il fabrique mécaniquement une compréhension du contenu de sa politique. S'il y renonce, il perd son crédit politique fondé sur l'idée de rupture. Ce ne sont pas quelques Besson ou Hirsch de plus qui suffiront à résoudre cette équation. D'où la nécessité d'une certaine distance à l'égard de l'orthodoxie européenne. D'un côté, on donne un coup de pouce à Angela Merkel pour faire passer son traité simplifié, mais, de l'autre, on reporte aux calendes grecques le retour à l'équilibre budgétaire et on institue une TVA sociale. Cette mesure - très peu coopérative - vise à reporter sur les autres pays la charge d'un certain laxisme budgétaire. Là encore, la voie est étroite car les rodomontades du gouvernement français sur la Banque centrale et sa non-gestion de l'euro sont un pur simulacre dans la mesure où il n'a ni l'envie ni les moyens de s'affranchir durablement du carcan libéral européen.

La reprise économique pourrait desserrer cette contradiction en donnant des marges de manœuvre budgétaires. Mais il faut compter aussi avec la médiocrité du personnel politique : gaffes de Fillon, inconsistance de Besson, souverainisme insultant de Guaino (« Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser » fait-il dire à Sarkozy à Dakar). Il suffit de lire les articles de Godet qui ont inspiré la réforme des heures supplémentaires ou encore le discours de Lagarde à l'Assemblée (1) pour découvrir que la cohérence idéologique de Sarkozy est de faible intensité. Pour la ministre de l'Economie, par exemple, « il ne sert à rien de se chamailler quand il est l'heure de travailler ». On est donc assez loin de Gramsci. L'habileté supposée de Sarkozy ne tiendra pas la distance, et les astuces style « plan Alzheimer pour justifier les franchises » n'auront qu'un temps. La politique de Sarkozy est donc condamnée à ressouder le camp du travail et fissurer celui du capital. Mais tout dépendra des luttes sociales qu'il trouvera sur son chemin. Et ce n'est pas une clause de style.

(1) documents disponibles sur le portail OUPS : <http://sarkoups.free.fr>